

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?851-hongrie-1956-les-conseils-ouvriers>



Hongrie 1956 : Les conseils ouvriers (4/6)

- Documents extérieurs - Autonomie sociale : Démocratie directe - Expériences pratiques : Les leçons du passé -



Date de mise en ligne : mardi 15 novembre 2016

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

[Voir la troisième partie](#)

(.../...)

10) La deuxième intervention russe

« La Hongrie ira-t-elle plus loin sur la voie du socialisme ou permettra-t-elle aux forces de la réaction de prendre le dessus et de restaurer un ordre de choses qui rejeterait la Nation une génération en arrière ? »

Pravda - 4 novembre, 1956

Le dimanche 4 novembre, à 4 heures du matin, Budapest fut réveillée par l'explosion des obus qui tombaient sur le centre de la ville. Des centaines de canons postés sur les hauteurs de Buda ouvraient le feu, illuminant le ciel, et les chasseurs Mig qui hurlaient par-dessus la ville [\[1\]](#). Ainsi débutait l'attaque des forces armées de l'État russe en vue d'écraser les travailleurs hongrois.

L'attaque fut menée simultanément dans tout le pays. Toutes les grandes villes furent pilonnées par l'artillerie. Mais les habitants ne se laissèrent pas prendre de panique : ils savaient parfaitement bien que la pénible trêve des derniers jours n'aurait guère duré et que, militairement, la situation était sans espoir. Mais dès le premier coup de feu, ils furent galvanisés et prêts à l'action. Jeune ou vieux, travailleur ou étudiant, soldat ou enfant, chacun fut à son poste dans la rue avant même que les divisions blindées n'aient atteint la périphérie de Budapest. Les barricades furent reconstruites, parfois avec les mêmes matériaux qui avaient déjà été utilisés pour les ériger le 24 octobre. En certains endroits, des enfants emplissaient leur cartables d'objets qui pouvaient être utiles à ceux qui construisaient les barricades.

Les chars russes pénétrèrent dans Budapest, le canon étincelant, tirant des charges au phosphore aussi bien que des obus ordinaires. Très vite, plusieurs bâtiments furent en feu. Les chars furent immédiatement attaqués par la population. On assista à des batailles rangées, avec le résultat que l'on devine. Les chars avancèrent vers le centre de la ville. Les mêmes scènes se déroulèrent dans les autres grandes villes de Hongrie. Gyor, par exemple, fut complètement encerclée par une véritable muraille d'acier qui resserrait inexorablement son étreinte. Mais partout, les gens combattaient avec plus de courage et dans des conditions bien plus difficiles que dix jours auparavant : il y avait en effet maintenant dans le pays quinze divisions blindées russes - six mille chars. Qui osera encore nier qu'il s'agissait là d'une révolution populaire ?

A 6 heures du soir, Nagy et quinze autres personnalités, accompagnés de leurs familles, se réfugièrent à l'ambassade de Yougoslavie, avec laquelle il avait été convenu au préalable qu'elle leur donnerait asile. Juste après 7 heures, les premiers chars russes atteignaient la place du Parlement. Exécutant manifestement un ordre précis, quelques officiers se précipitèrent à l'intérieur du bâtiment ; mais ils ne trouvèrent plus personne à arrêter.

Dans les rues, entre les hautes maisons, le vacarme de la bataille se faisait assourdissant. Les bâtiments qui brûlaient, les explosions des obus et des cocktails Molotov, tout cela dégageait une épaisse fumée qui, mêlée à la poussière des pans de murs qui s'écroulaient, formait un brouillard étouffant, un brouillard qui prenait à la gorge. Les cadavres qui s'amoncelaient, les râles d'agonie des blessés - un tableau à ne savoir où donner de la tête : la « défense du socialisme », c'était donc ce cauchemar ?

Au fur et à mesure de l'avance des tanks, des points de forte résistance faisaient leur apparition ; entre autres, la place Széna et la caserne Kilián, comme dans les combats antérieurs. L'unique batterie du cinéma Corvin était toujours en action. En plusieurs points de Buda, près de l'ancien palais royal, le long des boulevards et à l'Institut Polytechnique, les Russes n'arrivaient pas à déloger les révolutionnaires.

Malgré un bombardement intense, tous les arrondissements ouvriers de Budapest - Csepel-la-Rouge, Újpest, Kobánya - et Dunapentele (Sztálinváros) étaient toujours aux mains des travailleurs [2]. Au cours de la première attaque russe, ces zones ouvrières avaient été relativement épargnées. Cette fois, elles affrontaient le poids de l'assaut tout entier. Les nouvelles troupes russes ne faisaient pas de sentiment à l'égard des Hongrois ; elles avaient été convenablement endoctrinées : les rebelles étaient des « fascistes » et des « capitalistes bourgeois ». Peter Fryer, dans sa dernière dépêche au *Daily Worker* (une dépêche que l'éditeur n'a même pas laissé lire au personnel), rapporte que « certains des simples soldats de l'armée soviétique ont dit aux gens qu'ils ne savaient même pas qu'ils étaient venus en Hongrie. Au début, ils pensaient se trouver à Berlin, en train de combattre des fascistes allemands. » [3] Les troupes fraîches étaient mécontentes d'avoir dû venir en Hongrie. Certains soldats étaient apeurés, non seulement à la vue de tous les tanks gisant dans les rues, incendiés et muets à jamais, mais aussi à cause de l'acharnement et du courage des Hongrois. Dans plusieurs rues, ceux-ci se battaient les mains nues ; pour être certains que leurs cocktails Molotov ne ratent pas sa cible, ils couraient tout contre les chars - il est en effet difficile pour un char de pointer son canon sur une cible qui est trop proche de lui. Certains insurgés s'en approchaient tellement qu'ils pouvaient jeter des grenades à l'intérieur du char, pour ensuite refermer l'écouille sur le pilote.

Le combat des ouvriers hongrois devrait être gardé présent à l'esprit par ceux qui prétendent que la classe ouvrière occidentale est complètement démoralisée par l'idéologie « individualiste » savamment propagée par ses dirigeants. En Hongrie, des années de répression violente et de propagande intense ont été incapables de détruire l'espoir que les travailleurs avaient d'une société nouvelle. A présent, ils combattaient une force militaire qu'ils savaient mille fois supérieure à la leur, mais ils le faisaient pour autre chose que du pain et des jeux. Un mode de vie tout à fait différent, voilà ce pour quoi ils se battaient. Onze jours leur avaient suffi pour devenir des géants.

A ce stade, János Kádár se mit en avant pour aider le Kremlin à renverser le cours du temps. A Szolnok, à 110 kilomètres au sud-est de Budapest, il constitua ce qu'il appela un nouveau « Gouvernement des Ouvriers et des Paysans » [4]. Ce gouvernement fit immédiatement une déclaration demandant au gouvernement russe « une aide pour liquider les forces contre-révolutionnaires et rétablir l'ordre ». Le *Daily Worker* du 5 novembre présenta cette déclaration d'une manière un peu différente : « Il a demandé l'aide soviétique pour bloquer la frontière austro-hongroise, par où des éléments fascistes ont afflué depuis plusieurs jours. » [5]

C'était sous-estimer la « sagesse » du gouvernement russe, lequel avait déjà « aidé à liquider » la révolution plusieurs heures avant la formation du gouvernement de Kádár ! Le rôle de Kádár était en réalité celui d'une « pièce justificative » (a posteriori) du fait accompli, même s'il prétendait parler avant ce dernier. En tous cas, Kádár et les autres ministres étaient coupables de complicité. Ils furent des responsables à part entière du massacre sauvage et brutal de milliers de jeunes et d'ouvriers hongrois.

Pendant ce temps, le Kremlin y allait sans sourciller de ses mensonges et de son hypocrisie. Plus tard dans la journée, alors que le massacre massif allait bon train en Hongrie, le délégué soviétique aux Nations-Unies, s'adressa calmement au Conseil de Sécurité : « Les événements de Hongrie ont clairement montré que les travailleurs de ce pays, qui ont su accomplir de grandes réalisations sous un régime démocratique, ont à juste titre soulevé un certain nombre de problèmes touchant à la nécessité d'extirper certaines insuffisances de leur vie économique. Mais ils ont été manipulés par des éléments réactionnaires et contre-révolutionnaires qui voulaient détruire le régime populaire et restaurer en Hongrie le régime antérieur des propriétaires terriens et des capitalistes. » [6]

Comme le disait Goebbels, « plus le mensonge est gros, plus on le croit ». Mais Goebbels n'a jamais fait mieux que

ce mensonge du Kremlin. Ainsi donc, les ouvriers étaient en train de faire une révolution contre un « régime démocratique » qui leur avait donné « de grandes réalisations » ? Ainsi, ils avaient soulevé des « problèmes » à propos de certaines « insuffisances de leur vie économique » ? Les revendications deviennent des « problèmes », l'exploitation la plus totale des « insuffisances » ! A noter aussi la crainte d'admettre, même avec circonspection, l'existence d'une insatisfaction politique. Et le programme des travailleurs ? Ressemble-t-il à celui d'un peuple qui penche vers la restauration du capitalisme et qui est dirigé par des « éléments contre-révolutionnaires » ?

« Contre-révolution » : voilà l'épouvantail du jour utilisé par la propagande. Le dimanche 4 novembre, peu après midi, Radio-Moscou annonçait que « la contre-révolution a été écrasée en Hongrie ». Plus tard, dans l'après-midi, le Kremlin faisait savoir que « la défaite complète de la contre-révolution était en passe d'être un fait accompli », et, à 8 heures du soir, c'était au tour de Kádár d'annoncer que la « contre-révolution » était complètement vaincue. Imitant Kádár, Radio-Moscou en revint à son information de midi en déclarant que « l'ordre avait été rétabli en Hongrie et la résistance d'une poignée de rebelles vaincue avec la collaboration de la population de Budapest » [7]. En réalité, les combats devaient se poursuivre, acharnés, pendant une bonne dizaine de jours !

Que signifiait le terme « contre-révolution » aux yeux du Kremlin ? Au cours des ans, les dirigeants russes ont cultivé un mythe par le truchement d'une propagande menée avec soin : malgré leurs louvoiements tactiques, leurs objectifs étaient toujours ceux de la révolution d'Octobre 1917. Les membres et les sympathisants des différents partis communistes ont été conduits à révéler l'Union Soviétique comme l'avant-garde et la gardienne de cette révolution. Le moindre mouvement qui s'oppose au « socialisme » russe se voit qualifié de « contre-révolutionnaire ». Ce n'est là qu'une des nombreuses calomnies dont la bureaucratie soviétique fait usage pour discréditer ceux qui posent une alternative fondamentale à son pouvoir. Les révolutionnaires hongrois étaient convaincus de se battre pour une société où le conflit fondamental de la production et de la vie sociale serait éliminé - une société sans classe où les gens gèreraient eux-mêmes leurs usines, leurs industries et, par conséquent, leur propre vie. Ils avaient été brutalement déçus par la Russie au cours des douze années qui avaient précédé ce mois d'octobre 1956. Personne n'a fait plus que les Hongrois pour démasquer le mythe de la Russie avant-garde d'une telle révolution et d'une telle société. Ils l'ont dénoncé avec leur organisation politique et économique, avec leurs exigences révolutionnaires, ils l'ont dévoilé par une bataille acharnée contre l'Armée Rouge et, surtout, par leur humour.

Un humour incroyable et navrant émanait de leur détresse et soulignait plutôt qu'il ne la déguisait l'amertume des gens. Alors que la résistance touchait à sa fin, une semaine après la deuxième intervention russe, des centaines d'affiches grossièrement dessinées et portant des textes tout simples firent leur apparition dans les ruines de Budapest, comme un sourire sur un visage baigné de larmes. Leur ironie était renversante : ainsi, l'une d'elles montrait sans ambages le mépris des Hongrois pour les manoeuvres diffamatoires des Russes : « Dix millions de contre-révolutionnaires en liberté dans le pays ». Et sur une autre : « Des anciens aristocrates, des propriétaires terriens, des industriels, des cardinaux, des généraux et autres partisans de l'ancien régime capitaliste, déguisés en ouvriers et en paysans, font de la propagande contre le gouvernement capitaliste et contre nos amis russes ». Une autre encore rappelait une phrase de la publicité touristique de la période pré-révolutionnaire : « Visitez notre merveilleuse capitale pendant le mois des amitiés russo-hongroises ». Le gouvernement et le flot de propagande qu'il déversait à propos des « bons Hongrois » [8] étaient parodiés sur une petite affiche : « Encore heureux qu'on ait trouvé sept hommes de bonne foi dans le pays : ils sont tous au gouvernement ».

Pendant la semaine, ce gouvernement fantoche remit en vigueur la vieille politique stalinienne de la carotte et du bâton, au cours de la guerre psychologique qu'il mena pour remettre la main sur les Hongrois. Kádár déclencha un tir de barrage ininterrompu de menaces et de promesses. Mais cette politique resta sans effets : le peuple était immunisé par des années d'amère expérience. Kádár annonça des changements. Pas mal de membres de l'A.V.O. étaient encore en vie, et, quand l'Armée Rouge avait commencé à reprendre le contrôle de la situation, ils étaient sortis en rampant de leurs cachettes, comme des rats d'un égout. Tout comme il avait transformé le Parti Communiste en Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie, Kádár changea le nom de l'A.V.O. Un nouveau nom, de nouveaux uniformes, soit ; mais ce corps agissait toujours comme la police secrète d'un état totalitaire. Les A.V.O.

n'étaient pas seulement empressés d'obéir aux ordres de Kádár : ils mouraient surtout d'envie de se venger. Durant la dernière semaine d'octobre, les travailleurs, rendus enragés par les atrocités commises par les A.V.O., les avaient chassés sous terre. A présent, sous la protection de l'Armée Rouge, ils revenaient à leurs méthodes terroristes. Les tortures et les coups recommencèrent. Alors que des batailles acharnées faisaient toujours rage, on pendait les « *combattants de la liberté* » aux ponts du Danube et dans les rues [9]. Il s'agissait presque toujours d'ouvriers. Les corps, parfois pendus en grappes, portaient des écriteaux : « *Voilà comment nous traitons les contre-révolutionnaires.* »

11) Le prolétariat continue le combat

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. »

Marx et Engels -Manifeste du Parti Communiste - 1848.

Mais les travailleurs n'étaient pas domptés pour autant. En dépit des appels du gouvernement, des menaces, en dépit de la terreur, l'importance des Conseils Ouvriers nés en octobre allait chaque jour s'élargissant.

Les Conseils renforçaient et entretenaient l'unité de la grève générale. Les intellectuels, les paysans et les travailleurs occupés dans les secteurs non-industriels, qui n'avaient pas jusqu'ici apprécié leur importance à leur juste valeur, se tournaient désormais vers eux bien plus qu'ils ne l'avaient fait auparavant. Ils se rendaient compte que le cœur du pouvoir effectif dans le pays était là et nulle part ailleurs. Il faut dire que Kádár aussi s'en rendait compte. Les Conseils avaient déjà démontré avec quelle efficacité ils pouvaient diriger le pays. Et, dans ce processus, Kádár, le gouvernement, l'A.V.O., en somme l'appareil bureaucratique dans son ensemble, s'étaient avérés non seulement superflus pour le peuple, mais encore des obstacles encombrants qui ralentissaient sa marche vers une authentique liberté.

Les travailleurs hongrois avaient remis leur préavis de licenciement aux minorités dirigeantes du monde entier. Une forme nouvelle de société était en train de se juxtaposer à l'ancienne. La décomposition de l'« ancienne » société était mise en évidence par la force des choses. Il n'y a pas qu'à Moscou que le choc fut ressenti ; il se répercuta parmi les « élites » bureaucratiques et dirigeantes du monde entier. Les travailleurs hongrois avaient montré qu'ils ne voulaient pas du « communisme » du Kremlin. Du même coup, ils avaient montré que le capitalisme, au même titre que le « communisme », et même dans sa forme « éclairée », ne pouvait en rien satisfaire leur désirs. Ce qui est le plus important, c'est qu'ils avaient prouvé une fois de plus que la réalisation du « pouvoir ouvrier » et l'émancipation de la classe ouvrière ne peuvent venir que de la base, de l'action des travailleurs eux-mêmes, et jamais d'une classe dirigeante qui agit en leur nom.

Dans les conditions que connaissait la Hongrie avant la révolution, un mouvement qui aurait mis en avant des idées comme les nôtres aurait presque sûrement été liquidé. Ce sont pourtant ces idées qui occupèrent le devant de la scène dans la dernière semaine d'octobre. Il est très probable que, dès avant les événements, quelques personnes les partagèrent pendant un certain temps. Mais pour la majorité de la population, elles furent engendrées par l'impact de la lutte elle-même et par la fermentation des esprits qu'elle provoqua. Dès le départ, elles faisaient partie intégrante de leur instinct de classe et de leur sens élémentaire de la solidarité. Un groupe qui aurait partagé nos conceptions aurait pu aider la révolution, particulièrement en formulant clairement ces idées et en mettant les révolutionnaires en garde contre les dangers de la contre-révolution bureaucratique. Comme les choses se présentèrent, les idées émergèrent assez distinctement pour gagner l'adhésion de centaines et plus tard de milliers et de dizaines de milliers de gens. C'était cela qui représentait une grave menace pour l'autorité du gouvernement de

Kádár. Mais avant tout, c'était une menace pour les « patrons » russes qui l'avaient « élu »... avec six mille chars. Cette menace, il fallait la conjurer.

La résistance armée à grande échelle prit fin le samedi 10 novembre. Des dizaines de chars russes hors de combat se trouvaient éparpillés dans tout Budapest. L'envoi d'autant d'armements lourds dans une agglomération pour réprimer une révolution avait évidemment été décidé au mépris de toutes les règles de la stratégie militaire académique. Le Kremlin avait été frappé de voir à quel point les troupes avaient fraternisé avec les Hongrois au cours de la première attaque. Il semble bien que cette fraternisation ait été à l'origine d'une telle décision.

Le 4 novembre, pour être sûrs de la victoire, les Russes estimèrent nécessaire de lancer une armée considérable dans le combat. Ils embarquèrent leurs troupes dans des tanks (surnommés « Taxis Kádár » par les Hongrois) afin de réduire au minimum les contacts directs avec la population civile. Le but poursuivi de cette manière était que les soldats russes se rendent moins compte des conditions de vie du peuple hongrois, qu'ils aient moins de chances de se rendre compte que c'était contre de simples ouvriers qu'ils se battaient. Mais, malgré tout, ils ont pu voir les dévastations que leurs bombardements causaient dans les villes.

Dans sa dernière dépêche au *Daily Worker* qui ne fut pas publiée, Peter Fryer écrivait : « *Je viens de quitter Budapest où, pendant six jours, j'ai pu voir la liberté à peine éclore de la Hongrie tragiquement détruite par les troupes soviétiques. De vastes étendues - surtout dans les quartiers ouvriers de la ville - sont pratiquement en ruines. Pendant quatre jours et quatre nuits, Budapest a été bombardée sans arrêt. J'ai vu une ville autrefois charmante se faire démolir, assommer, écraser, saigner à blanc, pour finalement devoir se soumettre.* » A la fin de cette horrible semaine, le travail commença à reprendre, lambeau par lambeau. Mais les travailleurs ne s'étaient pas encore soumis pour autant. Plusieurs secteurs de l'industrie étaient encore en grève.

Dans les villes, la résistance armée organisée par les groupes de travailleurs et de jeunes prit fin le 14 novembre. Bien qu'en province, des combats sporadiques se soient encore déroulés bien après le début de 1957, la défaite militaire des Hongrois fut complète. Mais cette lutte dont personne ne songeait qu'elle durerait plus de quelques heures, avait au contraire duré plus d'une semaine. Et les Hongrois n'étaient toujours pas vaincus ! Les Conseils Ouvriers se renforcèrent. Ils proclamèrent que leurs revendications demeuraient inchangées. Ces revendications ne différaient guère de celles qui avaient été formulées par le Conseil des Syndicats Hongrois, quoique, dans certains cas, elles aient à ce stade mis un peu plus l'accent sur la « libération » de Nagy et sur le retrait des troupes soviétiques. La grève générale continuait.

Alors que les combats faisaient encore rage, Kádár commença à prendre des mesures contre les Conseils Ouvriers. Il procéda cependant avec précaution. En ce qui concernait le soutien actif, les Conseils disposaient dans le pays d'un appui beaucoup plus consistant que celui dont bénéficiait le gouvernement. Kádár fit arrêter quelques personnes choisies parmi les membres des comités d'action des Conseils. Cette mesure resta sans effet, ou presque : les places vides furent immédiatement occupées.

Le 12 novembre, Kádár fit de nouvelles promesses. Il promit l'abolition de la police secrète et se déclara prêt à négocier le retrait définitif des troupes soviétiques avec des représentants du Kremlin. Certains des staliniens les plus détestés seraient exclus du parti. Mais les gens n'en crurent mot. Il annonça alors que douze des staliniens les plus influents avaient été expulsés du parti ; parmi eux, Ernő Gerő [10]. Cette manoeuvre provoqua une reprise du travail de la part de certains travailleurs. Mais la grève était encore partiellement suivie, et les secteurs industriels qui avaient repris travaillaient sans entrain ; les transports publics étaient dans la pagaille et les trains marchaient au petit bonheur. Quand des trams roulaient à Budapest, la foule les arrêtait, et les jaunes étaient renvoyés chez eux. Par contre, les employés des hôpitaux, ainsi que ceux qui travaillaient dans les circuits de distribution des produits

alimentaires, restaient au travail ; mais ils menaçaient également de se mettre en grève si le travail reprenait sur une grande échelle.

Sans résultat, le gouvernement lança des appels, menaça, implora, tout en faisant des concessions verbales de plus en plus importantes. Le Kremlin envoya des divisions d'infanterie supplémentaires, sans plus de résultats. La grève continuait bon train, bien qu'elle ne fût pas généralisée. Les Conseils Ouvriers ne cessaient d'étendre un pouvoir qui, de jour en jour, devenait plus prépondérant que celui du gouvernement.

Kádár s'adressa alors directement aux travailleurs pour qu'ils mettent fin à la grève. Il utilisa comme argument l'épouvantail qu'agitent tous les dirigeants du monde : l'inflation. Les ouvriers le lui renvoyèrent à la gueule, accompagné d'une liste de revendications supplémentaires : reconnaissance du Conseil Central comme corps représentatif des travailleurs dans les négociations, libération des prisonniers, retrait des troupes russes et rétablissement de Nagy dans la fonction de premier ministre. Les travailleurs tenaient en mains la plupart des usines, mais ces revendications démontrent qu'ils étaient conscients d'une réalité : il était très possible que leur pouvoir soit brisé par des moyens plus durs. Ils étaient déterminés à « *intervenir* » tant qu'ils en avaient la possibilité, et de manière à s'en tirer malgré tout avec quelques réalisations concrètes. La « *libération* » de Nagy était maintenant présente dans toutes leurs revendications. A ce stade de la lutte, Nagy était devenu un symbole, un peu comme Rajk plus tôt dans l'année, quand on avait plusieurs fois réclamé sa réhabilitation.

Kádár reconnut implicitement en quelles mains le pouvoir reposait réellement lorsque, le vendredi 16 novembre, il fut contraint d'entamer des négociations avec les Conseils. Les délégués de certains Conseils acceptèrent de demander aux travailleurs de reprendre le travail, à condition qu'un certain nombre de leurs revendications soient satisfaites immédiatement et que le reste le soit plus tard.

Au cours de la rencontre qui se tint le 17 novembre, on annonça à Kádár que son appel avait fait long feu. Les délégués des travailleurs demandèrent ensuite que l'on institue un Conseil Ouvrier National par décret ; à quoi Kádár répondit que cela n'était pas nécessaire, puisqu'il y avait déjà un « gouvernement ouvrier » en Hongrie. Mais il accepta de reconnaître les différents Conseils particuliers et la formation d'un genre de milices d'usines. Il ajouta que si les délégués se servaient de leur influence pour assurer la reprise du travail, il userait de la sienne pour obtenir le départ des troupes soviétiques et des négociations sur la neutralité de la Hongrie avec les pays membres du Pacte de Varsovie. Les travailleurs n'accordèrent pas le moindre crédit à cette promesse pour le moins ambiguë. Ils demandèrent qu'elle soit formulée par écrit. Kádár refusa, arguant que sa parole était une garantie suffisante.

La situation restait confuse. Un très petit nombre de travailleurs reprit le travail. Les négociations progressaient irrégulièrement. Le double pouvoir subsistait, quoique d'une manière précaire.

Vers la fin de novembre, Kádár essaya d'utiliser un autre moyen pour affaiblir la résistance des ouvriers. Puisque la banlieue industrielle de Budapest était la base de cette résistance, on interdit aux paysans d'y amener de la nourriture sans l'autorisation expresse du gouvernement. L'Armée Rouge veilla à ce que cette mesure soit respectée. Et, en même temps, on imprima des cartes de rationnement qu'on ne distribua qu'aux travailleurs qui se présentaient aux portes des usines pour travailler. Manifestement, c'était une mesure destinée, non seulement à soumettre les ouvriers en les affamant, mais également à creuser un fossé entre la classe ouvrière et les paysans qui voulaient vendre leurs produits.

Mais malgré cela, la grève continuait toujours. Les Russes et le gouvernement fantoche de Budapest s'inquiétaient de plus en plus de la situation. A tel point que lorsque la rumeur se répandit que le Conseil Ouvrier Central de Budapest devait se réunir au Stade National le 21 novembre, les autorités « officielles » crurent que ce meeting de masse allait élire un autre gouvernement opposé à celui de Kádár. Mais elles se trompaient du tout au tout, d'autant plus qu'un tel gouvernement n'avait absolument aucune raison d'être. Le 21 novembre, les tanks russes bloquèrent

les rues qui mènent au Stade National. Les quelques personnes qui étaient déjà là furent dispersées par l'A.V.O. En réponse à cette attitude, le Conseil Ouvrier Central appela au durcissement de la grève.

Kádár demanda de nouveau la reprise du travail et, une fois de plus, les travailleurs renouvelèrent leurs revendications. Et ils en profitèrent pour exercer davantage de pression sur le gouvernement en ajoutant de nouvelles exigences : création d'une milice ouvrière, liberté de publier leurs propres journaux non-censurés, et une rencontre avec Nagy.

Kádár en revint aux menaces. Le mouvement que peu auparavant il avait décrit comme « *un grand mouvement populaire* » fut qualifié de « *contre-révolutionnaire* » ; les Conseils Ouvriers étaient « *dirigés par des fascistes* » ! Cette nouvelle accusation ne laissa guère d'illusion aux travailleurs quant à l'avenir qui les attendait. A l'Est comme à l'Ouest, en guise de prélude à une répression bien orchestrée, on fabrique de toutes pièces un épouvantail que l'on dénonce ultérieurement.

Le lendemain, Kádár rendit ses intentions claires comme de l'eau de roche, en déclarant : « *... un tigre ne peut être apprivoisé avec des appâts ; pour l'apprivoiser et le rendre docile comme un agneau, il faut le battre à mort... Les travailleurs, au lieu de rédiger et de griffonner des revendications (souligné par l'auteur), doivent se remettre au travail au mieux de leurs possibilités, immédiatement et sans conditions.* »

L'attitude de Kádár n'était que le reflet de celle du Kremlin, qui commençait sérieusement à s'impatienter. L'immense armée qu'il maintenait en Hongrie lui posait de graves problèmes. A part la perte de prestige sur le plan mondial, entraînés par son impuissance totale à soumettre un petit pays, les peuples opprimés d'Europe de l'Est prêtaient de plus en plus d'attention à ce qui s'y passait. De plus, les troupes soviétiques étaient mal nourries ; la discipline était relâchée. Plus les soldats russes restaient en Hongrie, plus ils se rendaient compte de la vérité ; certains avaient déjà rejoint la guérilla dans les montagnes. D'autres avaient dû être désarmés et renvoyés en Russie dans des wagons plombés, parce qu'ils refusaient d'obéir aux ordres. Devant cette situation, le Kremlin décida qu'il était temps d'écraser les Conseils Ouvriers et de se débarrasser de Nagy.

12) L'enlèvement de Nagy

Imre Nagy, avec quelques-uns de ses anciens ministres, quelques militaires de haut rang et d'autres gens (dont Julia Rajk), s'était réfugié à l'ambassade de Yougoslavie. Des contacts épistolaires entre Kádár et l'ambassadeur Soldatic, avaient abouti à la garantie, de la part de Kádár, de la sécurité personnelle de Nagy et à la délivrance de sauf-conduits, tant pour Nagy lui-même que pour les personnes qui l'accompagnaient. Puis, subitement, Kádár posa quatre conditions :

- (1) La démission formelle de Nagy de sa charge de premier ministre ;
- (2) Une déclaration de sa part où il soutînt le gouvernement dans sa « *lutte contre les contre-révolutionnaires* » ;
- (3) Son autocritique publique ;
- (4) Nagy et les autres devaient accepter de se rendre dans une des « *démocraties populaires* ».

Ces conditions furent rejetées en bloc.

Manifestement, Kádár avait reçu l'ordre de faire sortir Nagy de l'ambassade. Il fit alors, par écrit, la promesse inconditionnelle d'accorder un sauf-conduit au groupe, quel que soit le moment où ils décideraient de quitter l'ambassade. Certains d'entre eux envoyèrent chez eux des messages où ils annonçaient leur retour à leurs familles. Aucun des messages n'envisageait l'éventualité de se rendre en Roumanie ou dans une autre « *démocratie populaire* ». On envoya un car pour les ramener chez eux, et, le 23 novembre, à 18 heures 30, ils quittèrent l'ambassade. Soldatic avait insisté pour que deux fonctionnaires de l'ambassade accompagnent le groupe. A quelques centaines de mètres de l'ambassade, le car fut arrêté et cerné par des voitures de patrouille. Des officiers de la Sécurité soviétique jaillirent des voitures et montèrent dans le car. Les fonctionnaires yougoslaves reçurent l'ordre de sortir ; devant leur refus, ils furent jetés dehors par la force. Le car fut ensuite conduit au Haut-Commandement de l'Armée Soviétique.

Les Yougoslaves adressèrent de violentes notes de protestation à Kádár. Tout d'abord, celui-ci nia qu'il fût au courant de l'enlèvement. Il admit plus tard qu'il en avait eu connaissance, en disant que si on avait permis à Nagy de rentrer chez lui, des éléments contre-révolutionnaires l'auraient peut-être assassiné. Il prétendit également que Nagy et les autres s'étaient rendus en Roumanie de leur plein gré. La belle histoire ! La presse et la radio roumaines avaient fait preuve, pendant un certain temps, d'une hostilité à l'égard de Nagy plus violente encore que celle des autres « *démocraties populaires* » ; leur attitude avait été plus hostile encore que celle des Russes ! La mesure de la liberté de Nagy dans son choix, on la connut plus tard, en apprenant que lui-même et d'autres, dont Pal Maléter, avaient été exécutés en Roumanie en 1958.

(.../...)

[Cinquième partie disponible ici](#)

[1] Ceux qui étaient sur place crurent que les sifflements et les explosions étaient causées par des bombes aériennes, mais il s'agissait en fait des projectiles des obusiers lourds (180 mm.). Il n'y eut pas de chasseurs Mig A part un avion de reconnaissance, les Russes n'utilisèrent que deux ou trois hélicoptères (l'un d'eux fut d'ailleurs abattu).

[2] Le *Daily Worker* du 5 novembre rapporta que Kádár avait « *appelé les ouvriers des usines à prendre les armes* ».

[3] Peter Fryer, op. cit., p. 85.

[4] Les quatre ministres principaux de ce cabinet étaient Imre Horváth, aux Affaires Étrangères, Ferenc Münich, vice-premier ministre, Antal Apró, à la Défense et à l'intérieur, et Imre Dogei. Deux sociaux-démocrates reçurent également un ministère : Gyorgy Marosán, ministre d'Etat, et Sandor Rónai, ministre du Commerce.

[5] Les titres de la première page de la même édition étaient : « *Le nouveau gouvernement hongrois anti-fasciste entre en action. Les troupes soviétiques sont appelées pour stopper la Terreur Blanche.* » Sur la même page, on pouvait lire ; « *Radio-Budapest, qui est aux mains du gouvernement Kádár, a déclaré que Ernő Gerő, le précédent Premier Secrétaire du Parti Ouvrier de Hongrie, a été assassiné « d'une manière barbare » par les rebelles* ». En fait, Gerő avait été ramené à Moscou par les Russes le 24 Octobre.

[6] *Daily Worker* du 5 novembre 1956.

[7] Ibid.

[8] Le gouvernement hongrois avait été précédé par Radio-Moscou qui, d'après le *Daily Worker* du 5 novembre, annonça dans l'après midi du 4 que « *tous les bons patriotes hongrois participent activement... au désarmement des mutins et à l'écrasement des nids de résistance isolés tenus* ».

par les groupes fascistes. »

[9] Le copain hongrois affirme que l'A.V.O. n'a pas pendu de partisans dans les rues.

[10] Peter Fryer, *op. cit.*, p. 83 - 90. Ce qui semble contredire l'information publiée par le *Daily Worker* (voir notes précédentes). Il est possible que le rédacteur du service d'informations du *Daily Worker*, sachant dans quelle estime les ouvriers tenaient Gerö, ait « conjecturé inrelligement » son sort. S'il en est ainsi, ce journal a été démenti par les Russes qui avaient « arrêté » Gerö et l'avaient emmené à Moscou. De plus Gerö ne fut pas expulsé à ce moment. Le 19 août 1962, l'agence soviétique *Tass* rapporte qu'une réunion du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie venait d'expulser Gerö et Rákosi (voir le *Guardian* du 20 août 1962, pp. 1 et 7).